



Rapport d'activité

du

Grand Conseil

de la République et Canton de Neuchâtel

Exercice 2014

TABLE DES MATIERES

Le mot du président	1
1. COMPOSITION DU GRAND CONSEIL	2
1.1. Mutations au sein du Grand Conseil	2
2. PRESIDENCE ET ORGANES DU GRAND CONSEIL	3
2.1. Présidence	3
2.2. Bureau.....	3
2.3. Scrutateurs, scrutatrices.....	3
2.4. Élection de nouvelles commissions.....	3
2.4.1. Commissions thématiques	3
2.4.2. Commissions temporaires.....	4
2.5. Mutations au sein des commissions.....	7
2.6. Mutations au sein des sous-commissions	7
2.7. Séances du bureau et des commissions.....	8
2.8. Examen des rapports du Conseil d'Etat – renvoi en commissions	9
2.9. Rapports de commissions	13
2.10. Règlement modifié par un organe du Grand Conseil	15
3. SESSIONS	15
4. OBJETS.....	16
4.1. Lois et décrets adoptés	16
4.2. Questions et interpellations	18
4.3. Autres propositions.....	19
4.4. Recommandations, motions et postulats en attente de réponse du Conseil d'Etat	19
4.5. Projets de lois et de décrets en cours de traitement au sein des commissions.....	21
5. INFORMATISATION.....	23
5.1. Salle du Grand Conseil.....	23
5.2. Vote électronique	23
5.3. Parlement sans papier.....	23
5.4. Site Internet de l'Etat	24
5.5. Diffusion audiovisuelle des sessions	24
6. BUDGET ET COMPTES	24
7. INDEMNITES	25
7.1. Indemnités de déplacement	25
7.2. Fiscalisation des indemnités de présence.....	25
8. EVENEMENTIEL	25
8.1. Visite.....	25
8.2. Réceptions	25
8.3. Manifestations	26
8.3.1. Session des jeunes– Parlement rajeuni et féminisé	26
8.3.2. Tournoi de football des parlements	26
8.3.3. Autres manifestations.....	26
9. SECRETARIAT GENERAL.....	27
9.1. Mutations.....	27
9.2. Stagiaires	27
9.3. Mesures de rattrapage de la saisie des procès-verbaux de sessions	27

Le mot du président

Madame, Monsieur,

Nous avons l'avantage de pouvoir vous présenter, ci-après, le rapport annuel 2014 des activités du Grand Conseil. Celui-ci vous informe, à l'appui de listes de noms d'élus, de listes de séances et de rapports traités, de chiffres divers, d'objets adoptés et de quelques chiffres financiers, de quoi fut faite l'année écoulée de notre parlement et de ses organes.

Ce rapport vous renseignera de manière factuelle sur tout ce que l'histoire pourra retenir des travaux de la chambre législative cantonale. On y apprend, par exemple, que l'année 2014 débuta par la soumission d'une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale pour l'instauration d'un congé maternel d'adoption. L'esprit innovant ne se fit donc point attendre et s'installa dès son début dans les travées du Grand Conseil, pour une année riche en propositions créatives.

Mais le présent rapport ne pourra toutefois pas vous informer de l'ambiance qui a animé et inspiré les députés, lors des différents travaux du plénum, des commissions et des sous-commissions du parlement. Ainsi, il semblerait que seules ces quelques lignes pourraient transmettre la partie non factuelle des activités du Grand Conseil. Bien que mon installation au perchoir ne date que du mois de mai, je peux néanmoins certifier que le débat politique au sein du législatif cantonal fut souvent vif, passionné parfois, mais qu'il revêtait très généralement le costume du respect mutuel et de la recherche de consensus.

Il conviendra de se souvenir aussi que cette année a été marquée par les festivités liées au Bicentenaire de l'entrée du canton de Neuchâtel dans la Confédération. Une vingtaine de manifestations furent mises sur pied, réjouissances auxquelles ont participé près de 30'000 personnes et souvent sous une météo clémente.

Une autre spécificité qui a vu le jour en 2014 est constituée du fait de pouvoir suivre les sessions du parlement en direct sur Internet. Ce nouveau système permet d'ailleurs également de visualiser en différé les sessions dans leur totalité, puisque celles-ci sont toutes archivées sur le site internet de l'Etat, et désormais accessibles au public.

J'ai aujourd'hui la chance, pour en avoir bénéficié tout au long de l'accomplissement de mes obligations liées à la présidence du Grand Conseil, de relever ici l'excellent et très professionnel travail fourni par l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du secrétariat général du GC et surtout, de pouvoir les en remercier vivement.

ERIC FLURY, président du Grand Conseil 2014-2015

1. COMPOSITION DU GRAND CONSEIL

1.1. Mutations au sein du Grand Conseil

Les mutations suivantes ont eu lieu:

Parti	Collège	Membre	Fonction	Remplacement par	Date
UDC	Neuchâtel	Jean-Louis Gyger	Député	Anne Frédérique Grandchamp	22.01.2014
UDC	Neuchâtel	Anne Frédérique Grandchamp	Députée suppléante	Danielle Borer	23.01.2014
Vert'lib	Neuchâtel	Daniele Oppizzi	Député	Alain Marti	21.01.2014
Vert'lib	Neuchâtel	Alain Marti	Député suppléant	Pierre Cattin	23.01.2014
POP-SOL	Le Locle	Jean-Pierre Blaser	Député	Pierre-Yves Eschler	21.03.2014
POP-SOL	Le Locle	Pierre-Yves Eschler	Député suppléant	Oskar Favre	25.03.2014
Vert'lib	La Chaux-de-Fonds	Stefan Choffat	Député suppléant	Thierry Hild	24.03.2014
S	La Chaux-de-Fonds	Souhaïl Latrèche	Député	Josiane Jemmely	13.03.2014
S	La Chaux-de-Fonds	Josiane Jemmely	Députée suppléante	Karim Djebaili	01.04.2014
S	Neuchâtel	Matthieu Béguelin	Député	Sabrina Rinaldo Adam	21.04.2014
S	Neuchâtel	Sabrina Rinaldo Adam	Députée suppléante	Mario Castioni	22.04.2014
UDC	Val-de-Travers	Frédéric Schmied	Député suppléant	Manfred Neuenschwander	10.06.2014
POP-SOL	La Chaux-de-Fonds	Pascale Gazareth	Députée	Françoise Jeandroz	17.06.2014
POP-SOL	La Chaux-de-Fonds	Françoise Jeandroz	Députée suppléante	Julien Gressot	18.06.2014
Verts	Le Locle	Miguel Perez	Député	Gilbert Hirschy	22.08.2014
Verts	Le Locle	Gilbert Hirschy	Député suppléant	Richard Gigon	26.08.2014
LR	Boudry	Fabien Carrard	Député	Dominique Lauener	18.09.2014
LR	Boudry	Dominique Lauener	Député suppléant	Hugues Scheurer	18.09.2014
UDC	Boudry	Elisabeth Ruedi	Députée	André-Samuel Weber	17.09.2014
UDC	Boudry	André-Samuel Weber	Député suppléant	Gérard Favre	20.09.2014
LR	La Chaux-de-Fonds	Pierre-André Monnard	Député	Sylvia Morel	08.10.2014
LR	La Chaux-de-Fonds	Sylvia Morel	Députée suppléante	Xavier Huther	30.10.2014
LR	Val-de-Travers	Thierry Michel	Député	Sandra Menoud	18.11.2014
LR	Val-de-Travers	Sandra Menoud	Députée suppléante	Pierre-Alain Wyss	20.11.2014

2. PRESIDENCE ET ORGANES DU GRAND CONSEIL

2.1. Présidence

La présidence a été assumée, jusqu'au 27 mai, par M. Philippe Bauer, LR, avocat, domicilié à Auvonnier, puis par M. Eric Flury, doyen du CPLN, domicilié à Marin.

2.2. Bureau

Mutation avant le renouvellement du bureau du 27 mai:

Groupe	Membre	Remplacement par	Date
Vert'lib	Raphaël Grandjean	François Jaquet	18.02.14

Dès la session de mai, le bureau est composé de la manière suivante:

Eric Flury	président	S
Veronika Pantillon	1 ^e vice-présidente	PVS
Xavier Challandes	2 ^e vice-président	UDC
Jean-Paul Wettstein	membre	LR
Marc-André Nardin	membre	LR
Claude Guinand	président de groupe	LR
Martine Docourt Ducommun	présidente de groupe	S
Daniel Ziegler	président de groupe	PVS
Walter Willener	président de groupe	UDC
François Jaquet	président de groupe	VL

Aucune mutation n'a été enregistrée parmi ses membres après le 27 mai.

2.3. Scrutateurs, scrutatrices

Aucune mutation n'a été enregistrée parmi ses membres.

2.4. Élection de nouvelles commissions

2.4.1. Commissions thématiques

La commission thématique suivante a été élue le 2 septembre:

Commission Ecole obligatoire

Patrick Herrmann	Président	PVS
Daniel Ziegler		PVS
François Konrad		PVS
Mary-Claude Fallet	Vice-présidente	LR
Jean-Claude Guyot		LR
Olivier Lebeau		LR
Christian Hostettler		LR
Claude Guinand		LR
Françoise Gagnaux		S
Corine Bolay Mercier		S

Eric Flury	S
Nathalie Wüst	S
Adrien Steudler	UDC
Hughes Chantraine	UDC
Patricia Wenger	UDC

2.4.2. Commissions temporaires

Les commissions temporaires suivantes ont été élues durant l'année:

Commission Loi sur les chiens (14.003)

Laurent Debrot	Président	PVS
Fabien Fivaz		PVS
Sylvia Schulé	Vice-présidente	UDC
Danielle Borer		UDC
Stéphane Rosselet		LR
Michel Zurbuchen		LR
Damien Humbert-Droz		LR
Philippe Haerberli		LR
Johanne Lebel Calame		S
Aurélie Widmer		S
Patrick Bourquin		S

Commission Agriculture (14.004)

Pierre-André Steiner	Président	LR
André Obrist		LR
Stéphane Rosselet		LR
Michel Zurbuchen		LR
François Konrad	Vice-président	PVS
André Frutschi		PVS
Marie-France Matter		S
Anne Tissot		S
Baptiste Hurni		S
Didier Calame		UDC
Bernhard Wenger		UDC

Commission CPLN Assainissement (14.006)

Claude Guinand	Président	LR
Yvan Botteron		LR
Bernard Schumacher		LR
Yann Sunier		LR
Etienne Robert-Grandpierre		LR
Marie-France Matter	Vice-présidente	S
Françoise Gagnaux		S
Christiane Bertschi		S
Patrick Bourquin		S
Denis de la Reussille		PVS
Patrick Herrmann		PVS
André Frutschi		PVS
Adrien Steudler		UDC
Alexandre Willener		UDC

Anne-Frédérique Grandchamp		UDC
Commission Assainissement d'installations de sécurité (14.009)		
Annie Clerc	Présidente	S
Corine Bolay Mercier		S
Alexandre Houlmann		S
Mary-Claude Fallet	Vice-présidente	LR
Jean-Claude Guyot		LR
Olivier Lebeau		LR
Philippe Haeberli		LR
Jean-Pascal Donzé		UDC
Adrien Steudler		UDC
Oskar Favre		PVS
Daniel Ziegler		PVS
Commission Logement (14.012)		
Yann Sunier	Président	LR
Fabio Bongiovanni		LR
André Obrist		LR
Jean-Frédéric de Montmollin		LR
Christiane Bertschi	Vice-présidente	S
Michel Bise		S
Françoise Gagnaux		S
Pierre Hainard		UDC
Patricia Wenger		UDC
Veronika Pantillon		PVS
Théo Bregnard		PVS
Commission Université mandat d'objectifs (14.014)		
Annie Clerc-Birambeau	Présidente	S
Baptiste Hurni		S
Karim Djebaili		S
Walter Willener	Vice-président	UDC
Yann Mesot		UDC
Philippe Bauer		LR
Olivier Lebeau		LR
Jean-Frédéric de Montmollin		LR
Claude Guinand		LR
Carol Gehringer		PVS
Daniel Ziegler		PVS
Commission Loi sur la police (14.021)		
Olivier Haussener	Président	LR
Josette Frésard		LR
Yvan Botteron		LR
Thierry Michel		LR
Jean-Bernard Wälti		LR
Corine Bolay Mercier	Vice-présidente	S
Florence Nater		S
Baptiste Hunkeler		S
Martine Docourt Ducommun		S
Jean-Charles Legrix		UDC

Stephan Moser		UDC
Lucas Fatton		UDC
Patrick Herrmann		PVS
Martha Zurita		PVS
Laurent Debrot		PVS

Commission Améliorations structurelles agricoles (14.024)

Baptiste Hurni	Président	S
Anne Tissot Schulthess		S
Marina Giovannini		S
Laurent Debrot	Vice-président	PVS
Gilbert Hirschy		PVS
Alexandre Willener		UDC
Jean-Charles Legrix		UDC
Daniel Geiser		LR
Jean-Claude Guyot		LR
Stéphane Rosselet		LR
Philippe Haeberli		LR

Commission Accueil des enfants (14.026)

Adrien Steudler	Président	UDC
André-Samuel Weber		UDC
Lucas Fatton		UDC
Béatrice Haeny	Vice-président	LR
Caroline Gueissaz		LR
Alain Gerber		LR
Nicolas Ruedin		LR
Olivier Lebeau		LR
Annie Clerc-Birambeau		S
Stéphane Reichen		S
Sabrina Rinaldo Adam		S
Marie-France Matter		S
Théo Bregnard		PVS
Carol Gehringer		PVS
Cédric Dupraz		PVS

Commission Prestations d'action sociale (14.127)

Damien Schär	Président	UDC
Didier Calame		UDC
Fabio Bongiovanni	Vice-président	LR
Caroline Gueissaz		LR
Philippe Bauer		LR
Andreas Jurt		LR
Martha Zurita		PVS
Fabien Fivaz		PVS
Annie Clerc-Birambeau		S
Sabrina Rinaldo Adam		S
Baptiste Hurni		S

Commission Encadrement de l'assistance au suicide (14.166)

Alain Gerber	Président	LR
Marc-André Nardin		LR

Caroline Gueissaz		LR
Philippe Haerberli		LR
Christine Fischer	Vice-président	S
Josiane Jemmely		S
Sylvie Fassbind-Ducommun		S
André-Samuel Weber		UDC
Florian Robert-Nicoud		UDC
Laurent Kaufmann		PVS
François Konrad		PVS

2.5. Mutations au sein des commissions

Date	Commission	Groupe	Membre	Remplacement par
28.01	HarmoS-Filières	UDC	Jean-Louis Gyger	Florian Robert-Nicoud
28.01	Police du commerce	UDC	Didier Calame	Bernhard Wenger
18.02	RPT	UDC	Jean-Louis Gyger	Stephan Moser
18.02	Affaires extérieures	UDC	Jean-Pascal Donzé	Florian Robert-Nicoud
25.03	Prévoyance	PVS	Philippe Weissbrodt	André Frutschi
25.03	CPLN rénovation	S	Souhaïl Latrèche	Armin Kapetanovic
29.04	Santé	S	Souhaïl Latrèche	Armin Kapetanovic
29.04	Gestion	S	Matthieu Béguelin	Mario Castioni
29.04	Péréquation fin.	S	Matthieu Béguelin	Daniel Huguenin-Dumittan
29.04	Salaire minimum	S	Matthieu Béguelin	Martine Docourt Ducommun
29.04	Prévoyance	S	Matthieu Béguelin	Baptiste Hurni
29.04	Législative	S	Sylvie Fassbind-Ducommun	Baptiste Hunkeler
27.05	Santé	S	Marina Giovannini	Baptiste Hurni
27.05	Affaires extérieures	S	Michel Bise	Sylvie Fassbind-Ducommun
24.06	Infrastr. routières	S	Eric Flury	Patrick Bourquin
24.06	Pétitions et grâces	UDC	Jean-Pascal Donzé	Lucas Fatton
24.06	Santé	UDC	Elisabeth Ruedi	Danielle Borer
24.06	Législative	UDC	André-Samuel Weber	Walter Willener
02.09	Gestion	PVS	Miguel Perez	André Frutschi
02.09	Péréquation fin.	PVS	Miguel Perez	Gilbert Hirschy
30.09	Bicentenaire	UDC	Florian Robert-Nicoud	Lucas Fatton
30.09	Santé-ass. suicide	UDC	Elisabeth Ruedi	André-Samuel Weber
30.09	Santé	LR	Fabien Carrard	Didier Boillat
02.12	Législative	UDC	Florian Robert-Nicoud	Manfred Neuenschwander
02.12	Pétitions et grâces	LR	Thierry Michel	Jean-Bernard Wälti
02.12	Prévoyance	UDC	Hughes Chantraine	Pierre Hainard

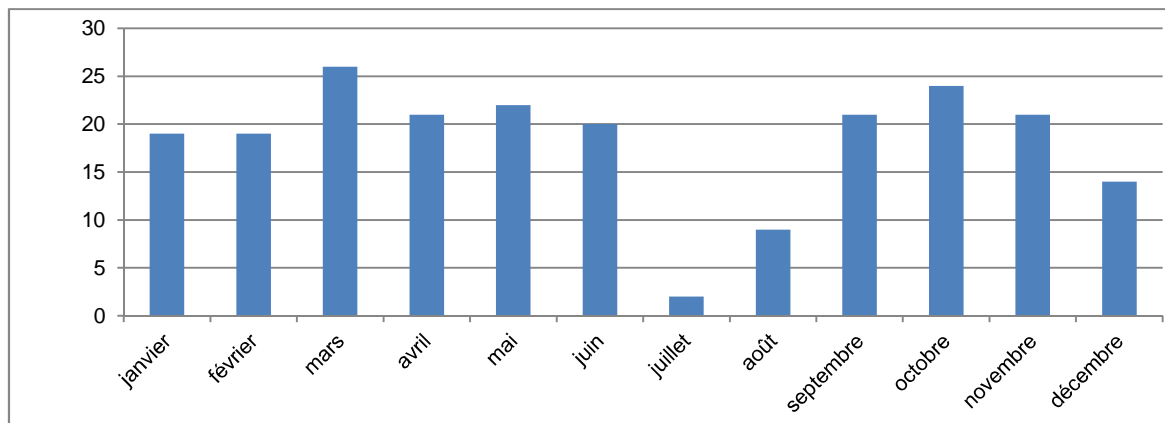
2.6. Mutations au sein des sous-commissions

Date	Sous-commission	Groupe	Membre	Remplacement par
02.09	de gestion du DJSC	PVS	Miguel Perez	André Frutschi
02.12	législative - AUJU	UDC	Florian Robert-Nicoud	Walter Willener

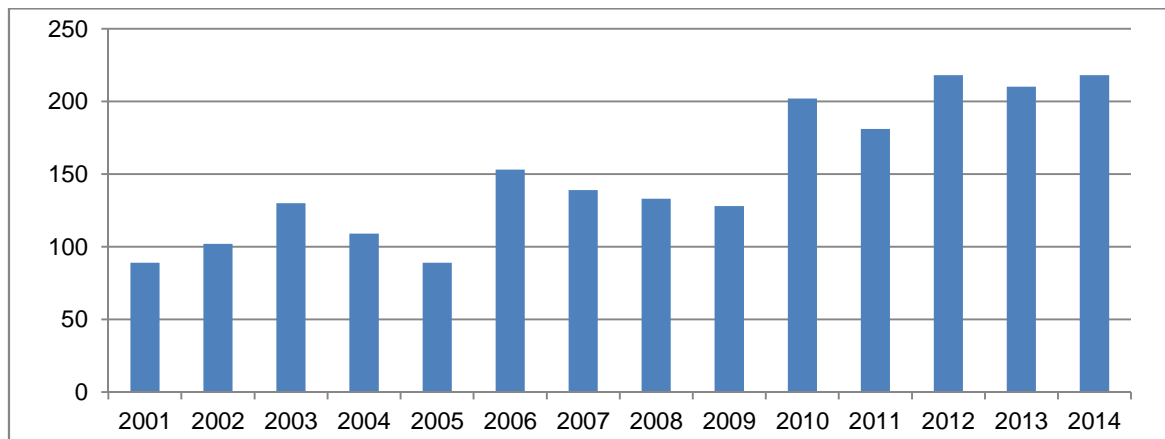
2.7. Séances du bureau et des commissions

Organes	Nombre de séances
Bureau du Grand Conseil	17
Bureau restreint	1
Commissions permanentes	
Commission législative (CL)	10
sous-commission rapport 101	8
Commission de gestion (COGES)	12
sous-commission DEF	8
sous-commission DEAS	7
sous-commission DFS	6
sous-commission DDTE	9
sous-commission DJSC	4
présidents des sous-commissions de gestion	1
bureau de la commission de gestion	5
Commission des finances (COFI)	18
sous-commission DEF	4
sous-commission DEAS	2
sous-commission DFS	3
sous-commission DDTE	3
sous-commission DJSC	1
COGES / COFI réunies	
sous-commissions DEF réunies	0
sous-commissions DEAS réunies	2
sous-commissions DFS réunies	4
sous-commissions DDTE réunies	1
sous-commissions DJSC réunies	2
Commission des affaires extérieures (CAF)	7
Commission judiciaire (CJ)	7
Commission de rédaction	0
Commission des pétitions et des grâces (CPG)	5
Commissions thématiques	
Commission fiscalité	4
Commission infrastructures routières	3
Commission santé	9
Commission énergie	3
Commission prévoyance	3
bureau de la commission prévoyance	3
Commission école obligatoire	2
Organes	Nombre de séances
Commissions temporaires (cf. détail sur le travail des commissions temporaires au chapitre 2.8)	44
TOTAL	218

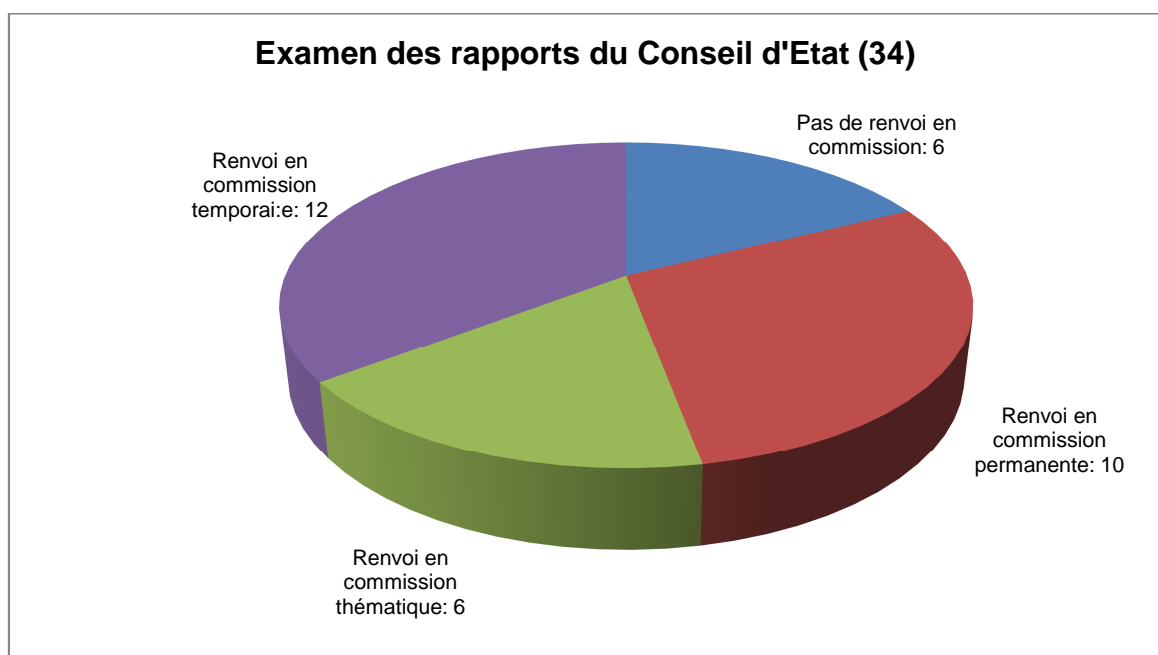
Nombre de séances du bureau et des commissions par mois en 2014



Comparatif annuel du nombre de séances du bureau et des commissions



2.8. Examen des rapports du Conseil d'Etat – renvoi en commissions



Détail:

Départ. adoption	Rapport du Conseil d'Etat	Décision du bureau	Renvoi	Nombres éances	Traitement session
DEF 11.12.13	13.051 Rénovation du cycle 3, années 9,10 et 11 de la scolarité obligatoire Rapport à l'appui d'un projet de loi portant rénovation du cycle 3, années 9, 10 et 11 de la scolarité obligatoire	Commission temporaire HarmoS-Filières	16.01	4	Février
DFS 15.01.14	14.001 Établissements médico-sociaux non reconnus d'utilité publique – aides individuelles Rapport à l'appui d'un projet de loi révisant la loi portant modification de la loi sur le financement des établissements médico-sociaux (LFinEMS)	Commission thématique Santé	16.01	1	Février
PRES. 15.01.14	14.002 Votation cantonale Rapport d'information concernant la validation de la votation cantonale du 24 novembre 2013 sur : 1. l'initiative législative populaire cantonale «Pour une médecine de proximité» 2. le décret du 26 mars 2013 portant approbation des options stratégiques complémentaires définies par le Conseil d'Etat pour l'Etablissement hospitalier multisite cantonal à horizon 2017 3. la loi du 10 avril 2013 portant modification de la loi de santé (LS) (soins préhospitaliers et centrale d'appels sanitaires urgents 144) 4. la loi du 19 février 2013 sur les heures d'ouverture des commerces (LHOCom)	Pas de renvoi en commission	06.02	–	Février
DDTE 27.01.14	14.003 Loi sur les chiens (LChiens) Rapport à l'appui d'un projet de loi sur les chiens (LChiens)	Commission temporaire de 11 membres Présidence PVS Vice-présidence UDC	13.03	3	Juin
DDTE 27.01.14	14.004 Agriculture Rapport a) concernant l'état de situation de l'agriculture et de la viticulture b) à l'appui d'un projet de loi portant révision de la loi sur la promotion de l'agriculture (LPAgr)	Commission temporaire de 11 membres Présidence LR Vice-présidence PVS	13.03	4	Septembre
DDTE 05.02.14	14.005 Entretien constructif Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit de 16.800.000 francs pour l'entretien constructif des routes cantonales	Commission thématique Infrastructures routières	13.03	1	Avril
DEF 05.02.14	14.006 CPLN – Assainissement des bâtiments Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 34.100.000 francs pour l'assainissement de l'enveloppe des bâtiments A et B et la reconstruction du bâtiment C du Centre professionnel du Littoral neuchâtelois (CPLN) à Neuchâtel	Commission temporaire de 15 membres Présidence LR Vice-présidence S	06.02	2	Avril
DDTE 17.02.14	14.007 Renouvellement véhicules et machines Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit de 2.570.000 francs pour le renouvellement de véhicules et de machines destinés à l'entretien du réseau routier cantonal	Commission thématique Infrastructures routières	13.03	1	Juin
DFS 17.02.14	14.008 Comptes et gestion 2013 Rapport à l'appui des comptes et de la gestion de l'Etat pour l'exercice 2013	Commission de gestion et commission des finances	–	4	Avril

DFS 02.04.14	14.009 Assainissement d'installations de sécurité Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit-cadre d'engagement de 1.700.000 francs pour l'assainissement et le renouvellement des installations liées à la sécurité (détection incendie, éclairage de secours et installations électriques) dans plusieurs bâtiments cantonaux	Commission temporaire de 11 membres Présidence S Vice-présidence LR	10.04	1	Mai
DFS 28 avril 2014	14.010 Aide humanitaire et coopération au développement: objectifs stratégiques 2014-2017 Rapport d'information portant sur les options stratégiques et financières en matière d'aide humanitaire et de coopération au développement	Pas de renvoi en commission (rapport d'information)	15.05	–	Juin
DFS 28.04.14	14.011 Programme de législature 2014-2017 – Plan financier Rapport à l'appui du programme de législature 2014-2017 et de son plan financier	Commission des finances	24.04	1	Mai
DFS 26.05.14	14.012 Politique cantonale du logement Rapport à l'appui – d'un projet de loi portant modification de la loi sur l'aide au logement (LAL2) – d'un projet de décret portant octroi d'un crédit- cadre quadriennal de 18 millions de francs pour la réalisation de la politique du logement	Commission temporaire de 11 membres, Présidence LR, Vice-présidence S	12.06	1	Septembre
DDTE 26.05.14	14.013 RC1357 – Accès à la zone industrielle communale de Fontaines Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi de la clause d'utilité publique pour la construction de la route d'accès à la zone industrielle de Fontaines – commune de Val-de-Ruz	Commission thématique infrastructures routières	12.06	2	<i>Retiré suite au résultat de la votation communale du 30.11.14 à Val-de-Ruz</i>
DEF 26.05.14	14.014 Mandat d'objectifs 2014-2017 Rapport à l'appui d'un projet de décret ratifiant le mandat d'objectifs confié à l'Université pour la période 2014-2017 et d'un projet de loi portant modification de la loi sur l'Université	Commission temporaire de 11 membres Présidence S Vice-présidence UDC	12.06	3	Octobre
DJSC 18.06.14	14.015 EDPR – Création de six places de détention supplémentaires Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit complémentaire urgent de 670.000 francs pour la création de six places de détention supplémentaires à l'Etablissement de détention de La Promenade	Commission des finances	21.08	1	Septembre
PRÉS. 18.06.14	14.016 Votation cantonale Rapport d'information concernant la validation de la votation cantonale du 18 mai 2014 sur l'initiative constitutionnelle populaire cantonale "Avenir des crêtes: au peuple de décider!" et le contre-projet du Grand Conseil sous forme d'un décret portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE)	Pas de renvoi en commission (rapport d'information)	21.08	–	Septembre
DDTE 02.07.14	14.017 Convention-cadre AUD Rapport à l'appui d'un projet de décret relatif à l'adoption de la convention-cadre sur la coopération transfrontalière au sein de l'Agglomération urbaine du Doubs (AUD)	Commission des affaires extérieures	21.08	1	Décembre
DFS 02.07.14	14.018 Imposition des participations de collaborateurs Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir)	Commission thématique fiscalité	21.08	1	Novembre

DFS 02.07.14	14.019 Indemnités de licenciement Rapport en réponse à la motion D. Ziegler 11.118 "Comment supprimer les effets fiscaux pervers des indemnités de licenciement" du 22 février 2011	Pas de renvoi en commission	21.08	–	Septembre
DEF 02.07.14	14.020 Concordat sur les hautes écoles Rapport à l'appui d'un projet de décret portant adhésion à l'accord sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles)	Commission des affaires extérieures	21.08	1	Décembre
DJSC 07.07.14	14.021 Loi sur la police neuchâteloise Rapport à l'appui d'un projet de loi portant révision de la loi sur la police neuchâteloise (LPol) du 20 février 2007	Commission temporaire de 15 membres, Présidence LR Vice-présidence S	21.08	5	Novembre
DEF 07.07.14	14.022 Prévention et lutte contre l'illettrisme Rapport d'information relatif à la prévention et la lutte contre l'illettrisme	Commission thématique Ecole obligatoire	23.10	Traitement pas terminé	Sera traité en 2015
DDTE 15.08.14	14.023 Pour un concept de place d'arrosage de bois Rapport en réponse à la motion Gilbert Hirschy et consorts 11.143, du 26 avril 2011, "Pour un concept de place d'arrosage de bois"	Pas de renvoi en commission	18.09	–	Octobre
DDTE 20.08.14	14.024 Améliorations structurelles agricoles Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 2.600.000 francs au titre des améliorations structurelles agricoles destiné à l'attribution de subventions pour la construction et l'assainissement de fromageries	Commission temporaire de 11 membres, Présidence S Vice-présidence PVS	18.09	1	Novembre
DFS 27.08.14	14.025 Évolution de la péréquation financière nationale Rapport d'information relatif à l'évolution à moyen terme de la péréquation financière nationale et ses conséquences pour le canton de Neuchâtel	Commission temporaire RPT	18.09	Traitement pas terminé	Sera traité en 2015
DEF 10.09.14	14.026 Loi sur l'accueil des enfants Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur l'accueil des enfants (LAE)	Commission temporaire de 15 membres, Présidence UDC Vice-présidence LR	23.10	Traitement pas terminé	Sera traité en 2015
DFS 24.09.14	14.027 Péréquation financière intercommunale Rapport à l'appui d'un projet de loi portant révision de la péréquation financière intercommunale	Commission temporaire péréquation financière	23.10	1	Décembre
DFS 29.09.14	14.028 Crédits supplémentaires 2014 Rapport à l'appui d'un projet de décret concernant le second supplément au budget 2014 (supplément II 2014)	Commission des finances	23.10	1	Décembre
DFS 17.10.14	14.029 Budget de l'Etat pour l'exercice 2015 Rapport à l'appui du budget de l'Etat pour l'exercice 2015	Commission des finances	–	6	Décembre
PRÉS. 15.10.14	14.030 Élection cantonale Rapport à l'appui d'un projet de décret portant validation de l'élection complémentaire d'un membre au Conseil d'Etat	Pas de renvoi en commission	–	–	Novembre
DEAS 15.10.14	14.031 Crédits supplémentaire urgents 2014 Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi de crédits supplémentaires urgents pour un total de 4.315.300 francs	Commission des finances	23.10	1	Décembre

DFS 22.10.14	<p>14.032 Hôpital Neuchâtelois (HNE) - Cautionnement et assainissement du bilan</p> <p>Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 152.500.000 francs permettant un cautionnement simple pour l'Hôpital neuchâtelois nécessaire à son fonds de roulement</p> <p>et</p> <p>d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 37.000.000 francs permettant un cautionnement simple pour l'Hôpital neuchâtelois nécessaire à ses investissements</p> <p>et</p> <p>d'un projet de décret portant octroi d'un crédit supplémentaire de 16.600.000 francs pour une subvention extraordinaire à l'Hôpital neuchâtelois destinée à l'assainissement de son bilan</p>	Commission des finances	20.11	Traitement pas terminé	Sera traité en 2015
DJSC 03.11.14	<p>14.033 Conditions de retraite des membres de la magistrature de l'ordre judiciaire et du personnel occupant des professions pénibles</p> <p>Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification</p> <ul style="list-style-type: none"> – de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt) – de la loi sur la magistrature de l'ordre judiciaire et la surveillance des autorités judiciaires (LMSA) <p>et portant abrogation de lois (Statut des titulaires de fonctions publiques et des membres de la magistrature de l'ordre judiciaire).</p>	Commission législative, chargée de consulter la commission prévoyance	20.11	Traitement pas terminé	Sera traité en 2015

2.9. Rapports de commissions

Selon graphique et liste ci-devant, 28 rapports du Conseil d'Etat ont été envoyés à l'examen préalable de commissions, aux termes des articles 169 et suivants de la loi d'organisation du Grand Conseil, lesdites commissions étant chargées d'établir un rapport à l'intention du Grand Conseil.

Les commissions parlementaires ont par ailleurs adopté les 19 rapports suivants à l'intention du Grand Conseil:

Commission	Rapport	Département	Date d'adoption	Traitement session
Législative	<p>12.153 Protection des lanceurs d'alerte</p> <p>Rapport concernant le projet de décret Fabien Fivaz 12.153, du 2 octobre 2012, portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE) (protection des lanceurs d'alerte)</p>	PRÉS.	10.02	Mars
Législative	<p>12.161 Droits politiques – Bulletins de vote</p> <p>Complément au rapport du 12 février 2013, à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (bulletins de vote)</p>	PRÉS.	11.03	Avril

Santé	12.169 Établissement hospitalier multisite cantonal Rapport d'information concernant – la gouvernance de l'Établissement hospitalier multisite cantonal (LEHM) – le projet de loi Cédric Dupraz, Blaise Courvoisier, Bertrand Nussbaumer, Souhaïl Latrèche et Jean-Claude Guyot 12.169 portant modification de la loi sur l'Établissement hospitalier multisite cantonale (LEHM)	DFS	02.12	Sera traité en 2015
Santé – assistance au suicide	13.141 Projet de loi – santé assistance au suicide Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification à la loi de santé (assistance au suicide)	DFS	27.03	Novembre
Santé – assistance au suicide	13.141 Projet de loi – santé assistance au suicide Complément au rapport du 27 mars 2014, à l'appui d'un projet de loi portant modification à la loi de santé (assistance au suicide)	DFS	28.08	Novembre
Législative	13.138 – 13.142 Protection contre les congés Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt) (protection contre les congés)	DJSC	27.08	Octobre
Législative	13.143 Responsabilité civile du notaire Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur le notariat (LN) (Responsabilité civile du notaire)	DJSC	15.12	Sera traité en 2015
Gestion	14.124 Contrôle des finances Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur le contrôle des finances (LCCF)	DFS	04.11	Sera traité en 2015
Législative	14.140 Jours fériés et délais de procédure Rapport à l'appui d'un projet de loi portant adaptation de la législation cantonale à la notion de jours fériés utilisée dans les codes de procédure fédéraux	DJSC	15.12	Sera traité en 2015
Législative	14.151 Composition du Conseil d'Etat Rapport concernant le projet de décret du parti les Verts 14.151, du 30 septembre 2014, portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE) (Conseil d'Etat)	PRÉS.	15.12	Sera traité en 2015
Pétitions et grâces	14.601 Pétition – Non au forage d'hydrocarbures dans le Val-de-Travers Rapport – en réponse à la pétition d'un groupe de citoyens, "Non au forage d'hydrocarbures dans le Val-de-Travers" – à l'appui d'un projet de loi instaurant un moratoire sur les forages destinés à la recherche ou à l'extraction d'hydrocarbures	DDTE	19.03	Avril
Législative	14.602 Réélection des magistrats Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (élection des magistrats de l'ordre judiciaire)	DJSC	17.03	Avril
Législative	14.603 Domiciliation des magistrats Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur la magistrature de l'ordre judiciaire et la surveillance des autorités judiciaires (LMSA) (Domiciliation des magistrats)	DJSC	17.03	Avril
Bureau Grand Conseil	14.604 Commission thématique école obligatoire Rapport à l'appui d'un projet de décret constituant une commission thématique Ecole obligatoire	DEF	15.05	Juin

Législative	14.605 Destitution des autorités en matière cantonale Rapport à l'appui – d'un projet de décret portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE) (destitution des membres des autorités exécutives et judiciaires) – d'un projet de loi portant modification de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (destitution des membres du Conseil d'Etat)	DJSC	24.04	Juin et septembre
Législative	14.606 Procureures et procureurs assistants Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN)	DJSC	20.05	Octobre
Législative	14.607 Autonomie des autorités judiciaires Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN)	DJSC	27.08	Sera traité en 2015
Gestion	14.608 Motions, postulats et recommandations en attente Rapport concernant la suite à donner aux motions, postulats et recommandations en attente de réponse, dont le délai de traitement est échu	–	03.10	Novembre
Législative	14.609 Destitution des autorités en matière communale Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur les communes (LCo) (destitution des membres du Conseil communal)	PRÉS.	15.12	Sera traité en 2015

2.10. Règlement modifié par un organe du Grand Conseil

La modification suivante a été enregistrée:

8 janvier

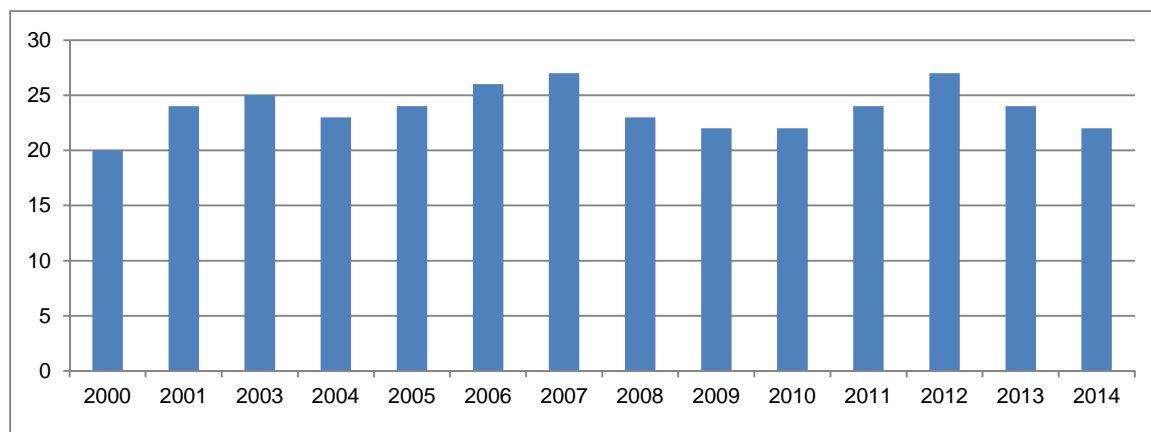
- Arrêté portant modification du règlement de la commission des pétitions et des grâces sur le traitement des demandes de grâce.

3. SESSIONS

Le Grand Conseil a tenu 10 sessions, soit 22 séances:

- le 28 janvier;
- les 18 (après-midi et soir) et 19 février;
- les 25 et 26 mars;
- les 29 et 30 avril;
- les 27 et 28 mai;
- les 24 (après-midi et soir) et 25 juin;
- les 2 et 3 septembre;
- le 30 septembre;
- les 4 (après-midi et soir) et 5 novembre;
- les 2 (après-midi et soir) et 3 décembre.

Comparatif annuel du nombre de séances du Grand Conseil



4. OBJETS

4.1. Lois et décrets adoptés

28 janvier

- Décret soumettant une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale concernant un congé maternel d'adoption
- Décret portant approbation d'un investissement nécessaire à la rénovation par le Centre neuchâtelois de psychiatrie de son site de la Maladière 5
- Décret autorisant un cautionnement simple de 52.000.000 francs pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie
- Loi portant modification de la loi sur l'énergie (LCEn)
- Décret concernant une demande de grâce
- Décret constituant une commission Fiscalité
- Décret constituant une commission Energie
- Décret constituant une commission Infrastructures routières
- Décret constituant une commission Santé

18 février

- Loi révisant la loi portant modification de la loi sur le financement des établissements médico-sociaux (LFinEMS)
- Loi portant rénovation du cycle 3, années 9, 10 et 11 de la scolarité obligatoire
- Loi portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (motion populaire communale)
- Loi sur la police du commerce (LPCom)
- Loi sur les établissements publics (LEP)
- Loi sur l'appui au développement touristique (LTour)
- Loi portant adaptation de la législation cantonale à l'harmonisation de la facture sociale entre l'Etat et les communes

25 mars

- Décret portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (motion populaire communale)
- Loi modifiant la loi sur le notariat en matière d'actes authentiques électroniques

29 avril

- Loi portant modification de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (élection des magistrats de l'ordre judiciaire)

- Loi portant modification de la loi sur la magistrature de l'ordre judiciaire et la surveillance des autorités judiciaires (LMSA) (Domiciliation des magistrats)
- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 34.100.000 francs pour l'assainissement de l'enveloppe des bâtiments A et B et la reconstruction du bâtiment C du Centre professionnel du Littoral neuchâtelois (CPLN) à Neuchâtel
- Décret portant approbation des comptes et de la gestion pour l'exercice 2013
- Décret portant octroi d'un crédit supplémentaire de 3.700.000 francs en faveur des entités subventionnées au titre de la hausse des cotisations LPP

30 avril

- Décret portant octroi d'un crédit de 8.400.000 francs pour l'entretien constructif des routes cantonales
- Loi portant révision de la loi sur les droits politiques (LDP) (bulletins de vote)
- Loi instaurant un moratoire sur les forages destinés à la recherche ou à l'extraction d'hydrocarbures

28 mai

- Loi portant modification de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage (LEmpl) (Salaire minimum)
- Décret portant octroi d'un crédit-cadre d'engagement de 1.700.000 francs pour l'assainissement et le renouvellement des installations liées à la sécurité (détection incendie, éclairage de secours et installations électriques) dans plusieurs bâtiments cantonaux

24 juin

- Loi sur les finances de l'Etat et des communes (LFinEC)
- Loi portant modification de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (Destitution des membres du Conseil d'Etat)
- Décret relatif à l'élection ou réélection des magistrats de l'ordre judiciaire
- Décret relatif à la réélection des assesseurs et assesseurs suppléants du Tribunal pénal des mineurs
- Décret portant octroi d'un crédit de 2.570.000 francs pour le renouvellement de véhicules et de machines destinés à l'entretien du réseau routier cantonal

25 juin

- Décret constituant une commission thématique Ecole obligatoire

2 septembre

- Décret portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE) (Destitution des membres des autorités exécutives et judiciaires)
- Loi portant modification
 - de la loi sur la promotion de l'agriculture (LPAgr)
 - de la loi sur les améliorations structurelles dans l'agriculture (LASA)
- Loi portant modification de la loi sur l'aide au logement (LAL2)
- Décret portant octroi d'un crédit-cadre quadriennal de 18 millions de francs pour la réalisation de la politique du logement
- Décret portant octroi d'un crédit complémentaire urgent de 670.000 francs pour la création de six places de détention supplémentaires à l'Etablissement de détention de La Promenade de La Chaux-de-Fonds (EDPR)

30 septembre

- Décret ratifiant le mandat d'objectifs confié à l'Université pour la période 2014-2017
- Loi portant modification de la loi sur l'Université
- Loi portant modification
 - de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN)
 - de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LI-CPP) (Institution de procureures et procureurs assistants)
- Loi portant modification de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt.) (protection contre les congés)

4 novembre

- Décret portant validation de l'élection complémentaire d'un membre au Conseil d'Etat
- Loi sur la police (LPol)
- Loi portant modification à la loi de santé (LS) (assistance au suicide)
- Loi portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir)
- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 2.600.000 francs au titre des améliorations structurelles agricoles destiné à l'attribution de subventions en faveur de la construction et l'assainissement de fromageries

2 décembre

- Loi portant modification de la loi sur la police du commerce (LPCom)
- Loi portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir)
- Loi portant révision
 - de la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC)
 - de la loi concernant la répartition de la part du canton au produit de l'impôt fédéral direct (LRIFD)
- Loi portant révision de la loi sur le financement des établissements médico-sociaux (LFinEMS)

3 décembre

- Décret concernant le budget de l'Etat pour l'exercice 2015
- Décret portant octroi de crédits supplémentaires urgents de 4.315.300 francs
- Décret concernant le second supplément au budget 2014 (supplément II 2014)
- Décret relatif à l'adoption de la convention-cadre sur la coopération transfrontalière au sein de l'Agglomération urbaine du Doubs (AUD)
- Décret portant adhésion au concordat sur les hautes écoles
- Loi portant modification de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI)

4.2. Questions et interpellations

Statistique du nombre de dépôts, traitements, classements en 2014

Types d'objets	Déposées	Traitées, réponse orale	Traitées, réponse écrite	Retirées
Questions	69	66	1	1
Interpellations	22	22	2	0
Total	91	88	3	1

4.3. Autres propositions

Statistique du nombre de dépôts, traitements, classements en 2014

Types d'objets	Déposés	Acceptés	Refusés	Retirés	Déclarés irrecevables	Transformés en un autre objet	Classés	Refus de classement
Motions, motions populaires et prop. de communes	12	9	3	0	0	6	42	1
Postulats	22	8	5	3	0	0	60	0
Recommandations	1	0	1	0	0	1	1	0
Résolutions	3	1	2	0	0	0	0	0
Avis lors d'une consultation fédérale	0	–	–	–	–	–	–	–
Projets de lois et de décrets	13	–	–	2	0	0	11	0
Total	51	18	11	5	0	7	113	1

4.4. Recommandations, motions et postulats en attente de réponse du Conseil d'Etat

a) Recommandations

Etat au 31 décembre:

Nombre de recommandations dont le délai de réponse	
• est dépassé (6 mois)	2
• court toujours	0
Total	2

NB: La liste détaillée des recommandations en attente de réponse du Conseil d'Etat figure dans un document séparé.

b) Motions

Etat au 31 décembre:

Motions acceptées après le 28 mai 2011, soumises au nouveau droit¹:

Nombre de motions dont le délai de réponse	
• est dépassé (2 ans)	16
• court toujours	18
Total	34

¹ OGC du 30 octobre 2012, art. 233, 234 et 375

Motions acceptées avant le 28 mai 2011, soumises à l'ancien droit²:

Nombre de motions en attente de réponse	26
---	-----------

Historique:

Motions adoptées en attente d'une réponse	
<i>Etat au 31 décembre 2010</i>	67
<i>Etat au 31 décembre 2011</i>	72
<i>Etat au 31 décembre 2012</i>	69
<i>Etat au 31 décembre 2013</i>	71
<i>Etat au 31 décembre 2014</i>	60

c) Postulats

Etat au 31 décembre:

Postulats acceptés après le 28 mai 2011, soumis au nouveau droit³

Nombre de postulats dont le délai de réponse	
• est dépassé (1 ans)	24
• court toujours	7
Total	31

Postulats acceptés avant le 28 mai 2011, soumis à l'ancien droit⁴

Nombre de postulats en attente de réponse	51
---	-----------

Historique:

Postulats adoptés en attente d'une réponse	
<i>Etat au 31 décembre 2010</i>	100
<i>Etat au 31 décembre 2011</i>	105
<i>Etat au 31 décembre 2012</i>	105
<i>Etat au 31 décembre 2013</i>	114
<i>Etat au 31 décembre 2014</i>	82

NB: La liste détaillée des motions et postulats en attente de réponse du Conseil d'Etat, ainsi que les commentaires de celui-ci sur l'avancement des travaux, figurent dans un document séparé.

² OGC du 30 octobre 2012, art. 375, OGC du 22 mars 1993, art. 70

³ OGC du 30 octobre 2012, art. 242, 243 et 375

⁴ OGC du 30 octobre 2012, art. 375, OGC du 22 mars 1993, art. 70

4.5. Projets de lois et de décrets en cours de traitement au sein des commissions

Etat au 31 décembre:

Numéro Département	Projet de loi ou de décret	Commission
07.151 DEAS	26 juin 2007 Projet de loi des groupes libéral-PPN, radical et UDC, portant modification de la loi sur la police du commerce (ouvertures des magasins)	Législative
07.205 PRESIDENCE	5 décembre 2007 Projet de décret du groupe UDC, portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (incompatibilités)	Législative
08.190 PRESIDENCE	30 septembre 2008 Projet de loi du groupe UDC, portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (répartition des sièges entre les listes)	Législative
09.117 DDTE	17 février 2009 Projet de loi Christian Boss, portant révision totale de la loi sur les routes et voies publiques (LRVP)	Législative
11.146 DDTE	26 avril 2011 Projet de loi des député-e-s Vert-e-s, portant modification de la loi sur les constructions (LConstr)	Energie
11.164 DFS	28 juin 2011 Projet de loi Jérôme Amez-Droz, portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir) (déductions pour bénéficiaires de rentes AVS)	Fiscalité
11.171 DDTE	31 août 2011 Projet de loi du groupe socialiste, portant révision de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT)	Législative
12.109 DDTE	22 février 2012 Projet de loi Nicolas de Pury, portant modification de la loi sur la viticulture (LVit)	Législative
12.144 DDTE	4 septembre 2012 Projet de loi du groupe socialiste, portant révision de la loi sur l'énergie (LCEn)	Energie
12.166 DFS	6 novembre 2012 Projet de loi du groupe socialiste, portant révision de la loi sur l'aide au logement (LAL2)	Législative
12.169 DFS	4 décembre 2012 Projet de loi Cédric Dupraz, Blaise Courvoisier, Bertrand Nussbaumer, Souhaïl Latrèche et Jean-Claude Guyot, portant modification sur la loi sur l'Etablissement hospitalier multisite cantonal (LEHM)	Santé
13.126 PRESIDENCE	20 février 2013 Projet de loi du groupe socialiste, portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP)(Répartition des sièges entre les districts)	Législative
13.128 PRESIDENCE	20 février 2013 Projet de loi Nicolas de Pury, portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (Eligibilité et égalité)	Législative
13.143 DJSC	27 mars 2013 Projet de loi Michel Bise, portant modification de la loi sur le notariat (LN)	Législative

13.147 DFS	10 avril 2013 Projet de loi du groupe libéral-radical, portant modification de la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale (LCE) et de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt) Amendement Fabien Fivaz au projet de loi 13.147	Législative
13.156 DFS	15 juin 2013 Projet de loi des groupes libéral-radical, UDC et Vert'libéral, portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst. NE) (Equilibre budgétaire)	Législative
13.178 DFS	6 novembre 2013 Projet de loi Philippe Haerberli, portant modification de la loi de santé (LS)	Santé
14.108 DDTE	28 janvier 2014 Projet de décret Fabien Fivaz, constitution une commission Transports publics	Bureau Grand Conseil
14.119 DEAS	23 mars 2014 Projet de décret du groupe PopVertsSol, soumettant une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale: Pour une politique économique fédéraliste	Législative
14.124 DFS	1 ^{er} avril 2014 Projet de loi de la commission de gestion, portant modification de la loi sur le contrôle des finances (LCCF)	Gestion
14.126 DFS	24 avril 2014 Projet de loi Laurent Kaufmann, modifiant la loi sur le Centre neuchâtelois de psychiatrie (LCNP) du 28 janvier 2008, et la loi sur l'établissement hospitalier multisite cantonal (LEHM)	Santé
14.127 DEAS	24 avril 2014 Projet de loi du groupe libéral-radical, portant modification de la loi sur l'action sociale (LASoc)	temporaire
14.130 DDTE	29 avril 2014 Projet de loi Marc-André Nardin, constituant la loi sur l'exploitation du sous-sol profond et l'extraction de richesses minières	Législative
14.140 DJSC	25 juin 2014 Projet de loi Philippe Bauer, portant adaptation de la législation cantonale en lien notamment avec les procédures fédérales (jours fériés et délai de procédure)	Législative
14.142 DDTE	2 septembre 2014 Projet de loi du groupe socialiste, portant modification de la loi concernant le traitement des déchets (LTD)	Législative
14.151 PRÉSIDENTE	30 septembre 2014 Projet de décret du parti Les Verts, portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst. NE) (Conseil d'Etat)	Législative
14.165 DFS	27 novembre 2014 Projet de loi Laurent Debrot, portant modification de la loi sur les contributions directes (Moratoire fiscal)	Fiscalité

5. INFORMATISATION

5.1. Salle du Grand Conseil

Le nouveau système informatique de la salle, mis en service au début de la présente législature, en mai 2013, donne entière satisfaction et n'a connu aucune panne importante.

5.2. Vote électronique

Lors de son installation, le vote électronique nominatif permettait de visualiser les résultats chiffrés tout au long du déroulement du vote. Sur demande de plusieurs de ses membres, le bureau du Grand Conseil a examiné la possibilité de modifier le processus électronique de vote, afin que les résultats n'apparaissent à l'écran qu'après la clôture du vote. Ce changement, qui s'est avéré facilement réalisable et sans aucun coût, est entré en vigueur au deuxième semestre.

Les résultats nominatifs des votes sont publiés sur le site Internet de l'Etat à l'issue de chaque session.

En 2014, le nombre de votes électroniques a été le suivant:

Sessions	Nombre de votes électroniques
Janvier	12
Février	24
Mars	14
Avril	16
Mai	7
Juin	33
Septembre	13
Octobre	9
Novembre	18
Décembre	16
Total	162

5.3. Parlement sans papier

Le Parlement sans papier est fonctionnel depuis le début de l'année 2014 et, après avoir reçu la formation et les outils nécessaires à son utilisation, la presque totalité des membres du Grand Conseil y ont adhéré. La Plateforme Intranet destinée aux membres du Grand Conseil comporte l'ensemble des données non publiques, l'ouverture des accès aux sites des commissions parlementaires étant réservée à leurs seuls membres. Les documents et informations accessibles à tout public sont, quant à elles, publiées dans la partie "Grand Conseil" du site Internet de l'Etat.

Des ateliers de formation, proposés aux membres du Grand Conseil dès la fin de l'année 2013, ont eu lieu jusqu'à la fin du 1^{er} semestre 2014.

Lors de chaque session, une délégation du service informatique de l'Etat est présente au Château pour répondre aux questions et résoudre les éventuels problèmes rencontrés par les membres du Grand Conseil dans l'utilisation des outils informatiques mis à leur disposition.

A fin 2014, seuls trois membres du Grand Conseil avaient encore renoncé à recevoir l'indemnité informatique.

5.4. Site Internet de l'Etat

La partie "Grand Conseil" du site Internet de l'Etat a reçu, au cours de cette année, un total de 117'599 visites et 178'656 pages vues, et ses chapitres principaux ont atteint les scores suivants:

- Chapitre Composition: 32'377 visites et 44'845 pages vues,
- Chapitre Sessions: 44'845 visites et 64'783 pages vues, dont, pour le sous-chapitre Ordre du jour et objets traités: 11'072 visites et 15'009 pages vues,
- Chapitre Objets: 20'573 visites et 32'820 pages vues.

Il s'agit toutefois de statistiques "minimales". Les chiffres réels, en particulier pour le chapitre "Objets" sont notablement plus élevés en raison d'une part d'une panne de comptage en octobre et, d'autre part, du fait que les documents PDF visualisés directement soit par Google, soit par un lien dans un courriel, soit par le moteur de recherche du site, ne sont pas comptés.

Par ailleurs, il faut que l'internaute sorte du site durant au minimum 30 minutes pour que le système décompte une seconde visite sur la même rubrique.

5.5. Diffusion audiovisuelle des sessions

Dans la suite des travaux relatifs à l'informatisation du parlement, sur proposition de son bureau, le Grand Conseil s'est doté, dès le mois d'avril, d'un système de transmission audiovisuelle en direct et d'archivage de ses débats sur Internet. Ce nouveau site permet à tout un chacun de suivre les sessions du parlement en direct, ou a posteriori, en consultant les archives.

Il est à préciser que, pour des raisons économiques, l'enregistrement audiovisuel se fait de façon totalement automatique, sans le concours d'un opérateur, raison pour laquelle un défaut de netteté ou de cadrage peut parfois survenir pendant quelques instants, ce qui n'a jusqu'à présent donné lieu à aucune remarque de la part des spectateurs.

La partie "Débats en direct et archives audiovisuelles des sessions" du site Internet de l'Etat a reçu, au cours de cette année, un total de 9758 visites, que l'on peut détailler de la manière suivante:

- en direct: total pour la page: 6664 vues pour un total de 16 séances du Grand Conseil, soit environ 416 par séance,
- archives: moyenne de 176 vues par séance, excepté pour la première séance archivée le lendemain de la diffusion du communiqué de presse du 26 mai, jour du lancement de l'application sur Internet: 458 vues.

6. BUDGET ET COMPTES

Les investissements consentis pour l'informatisation du Grand Conseil et de sa salle se sont terminés avant la fin de l'année 2013, raison pour laquelle il n'y a plus, en 2014, de budget dans ce domaine. En revanche, l'amortissement de ces dépenses – sur une durée de cinq ans – émerge au budget de fonctionnement pour les années 2014 à 2018, à raison d'un montant annuel d'environ 142'000 francs.

Le budget de fonctionnement pour l'exercice 2014 a été bien tenu, le résultat des comptes des autorités législatives étant de 5,9% inférieurs au budget.

Les chiffres globaux sont les suivants:

Autorités législatives	Budget 2014	Comptes 2014	Ecart en fr.	Ecart en %
Fonctionnement	3'669'776.–	3'453'322.–	– 216'454.–	– 5,9

7. INDEMNITES

7.1. Indemnités de déplacement

En 2014, le versement des indemnités sous forme de bons permettant l'achat d'abonnements d'entreprises de transports publics a à nouveau obtenu plein succès. Pour rappel, la valeur des bons correspond à 1,5 fois l'indemnité kilométrique et les bons se présentent sous forme de cartes à système "prepaid" utilisables indifféremment auprès de TransN et des CFF.

46 membres du Grand Conseil ont choisi de recevoir des bons de transports publics, pour un montant total de 71'954 francs. Les 105 autres ont été indemnisés sur la base kilométrique, pour un montant total de 104'986 francs.

7.2. Fiscalisation des indemnités de présence

A la suite de la revalorisation des indemnités, introduite par la nouvelle loi d'organisation du Grand Conseil entrée en vigueur au 28 mai 2013, l'exercice 2014 était le premier à donner lieu à la fiscalisation des montants versés aux membres du Grand Conseil. Au terme de nombreux échanges entre le bureau du Grand Conseil et le Département des finances et de la santé, par l'intermédiaire du service des contributions, une concertation a abouti, fixant les modalités de la fiscalisation ainsi:

- Les indemnités de présence sont imposées sous déduction d'un forfait de frais d'acquisition du revenu de 50%. La déduction forfaitaire accordée est d'au minimum 3000 francs et au maximum 8000 francs.
- Les indemnités kilométriques ainsi que les indemnités informatiques – remboursement de frais réels – ne sont pas imposables.

A fin janvier 2015, le secrétariat général du Grand Conseil a délivré à chaque membre du Grand Conseil un certificat de salaire à l'intention de l'autorité fiscale, assorti d'une note complémentaire précisant le montant à déclarer après calcul de la déduction forfaitaire accordée.

8. EVENEMENTIEL

8.1. Visite

Dans le cadre des relations conviviales qu'entretient le parlement neuchâtelois avec les autres cantons de Suisse, une délégation du bureau du Grand Conseil a rendu visite à ses homologues uranais en date du 23 avril.

La délégation a d'abord assisté à une partie de la session, ce qui lui a permis de découvrir le mode de fonctionnement du parlement uranais, puis d'en discuter avec les membres de son bureau. Après une visite de la ville d'Altdorf et un repas de midi en leur compagnie, la journée s'est poursuivie par les visites du Centre de régulation du trafic lourd d'Erstfeld ainsi que du Pavillon retraçant l'historique du percement des tunnels ferroviaires du Gotthard.

En vue de perpétuer ces occasions d'échanges privilégiés, le bureau du Grand Conseil neuchâtelois rendra son invitation dans le courant de l'année 2015.

8.2. Réceptions

Ni le Grand Conseil ni son bureau n'ont organisé de réceptions au cours de cette année.

8.3. Manifestations

En 2014 ont eu lieu les festivités relatives au Bicentenaire de l'entrée du canton dans la Confédération. À cette occasion, un vaste appel à projet a été lancé, dans le cadre duquel deux projets issus de députés du Grand Conseil ont été retenus.

8.3.1. Session des jeunes – Parlement rajeuni et féminisé

Le jeudi 11 septembre a eu lieu la Session des jeunes – Parlement rajeuni et féminisé. Ce projet, porté par le député Jean-Bernard Wälti, avait pour vocation d'inverser les tendances du parlement actuel. Chaque député a ainsi été chargé de trouver un "filleul" âgé entre 12 et 20 ans de son district, et du sexe opposé au sien.

Au cours de cette session spéciale jeunesse – composée de 86 jeunes filles et 29 jeunes hommes –, les députés en herbe ont débattu depuis le siège de leurs aînés des 25 pétitions qu'ils avaient préalablement déposées. Les 7 plus largement acceptées d'entre elles ont ensuite été transmises pour traitement à la commission parlementaire des pétitions et des grâces.

Cette journée, couronnée de succès tant auprès des jeunes participants que du public, a sans aucun doute insufflé le goût de la politique à plus d'un, que notre parlement espère accueillir dans ses rangs lors de prochaines législatures.

8.3.2. Tournoi de football des parlements

Sur la proposition du député Alexandre Houlmann, le traditionnel Tournoi des parlementaires – organisé depuis 29 ans par tournus entre tous les parlements de Suisse – s'est inscrit, de manière plus étoffée qu'à l'habitude, dans le cadre des festivités du Bicentenaire.

Cette manifestation, organisée les 22 et 23 août, avait pour but de rassembler les députés cantonaux autour d'une rencontre sportive et culturelle et de faire découvrir notre canton tout en favorisant les liens intercantonaux.

L'ouverture officielle a débuté le vendredi 22 août par un souper de gala à L'Usine électrique de La Chaux-de-Fonds, suivi d'un concert de Jazz à l'Heure Bleue, donné par le tromboniste Samuel Blaser et son groupe. Le tournoi – remporté par l'équipe valaisanne en finale contre celle du canton de Vaud – a pris place le lendemain au Stade de la Charrière. Les Neuchâtelois se sont classés 11^e sur 20.

8.3.3. Autres manifestations

Une délégation du Grand Conseil s'est rendue les 29 et 30 août à Genève pour l'Assemblée générale annuelle de la Société suisse pour les questions parlementaires, sur le thème "Parlements et médias: des compagnons de route en opposition?".

La 51^e Réunion des Bureaux des Grands Conseils s'est quant à elle déroulée les 10 et 11 octobre à Martigny, sur le thème "Les problèmes entre la Confédération et les cantons en matière d'exécution du droit fédéral". Une délégation du bureau du Grand Conseil y était représentée.

En date du 7 novembre, la réunion annuelle des présidents et vice-présidents des parlements cantonaux de Suisse s'est déroulée à Zug. M. Eric Flury, président, et M^{me} Veronika Pantillon, 1^e vice-présidente du Grand Conseil neuchâtelois, ont participé à cette rencontre.

9. SECRETARIAT GENERAL

9.1. Mutations

M^{me} Alessandra Vitali, secrétaire parlementaire, a rejoint le secrétariat général au 1^{er} janvier, en remplacement de M^{me} Sybil Probst, qui avait quitté sa fonction au 30 octobre 2013.

M^{me} Béatrice Wiseman secrétaire parlementaire-médiaticienne, a débuté son activité au secrétariat général au 1^{er} septembre, en remplacement de M^{me} Roane Cuesta, démissionnaire au 31 août.

9.2. Stagiaires

M. Tiago Rodrigues Soares, engagé en août 2013 pour un stage de préparation à l'examen de maturité professionnelle de 39 semaines, a terminé son stage en juin.

Cette année, nous avons engagé deux stagiaires de préparation à l'examen de maturité professionnelle: M. Ricardo Vieira da Silva dès le mois de juillet et M^{me} Charlotte Schafroth dès le mois d'août; leur stage se terminera respectivement en mai et en juin 2015.

M^{me} Dominique Aebi, engagée à 50% dès le 1^{er} novembre 2013 dans le cadre d'un placement ORP, a terminé son stage en septembre.

M. Maxime Salek, engagé à 50% dès le 6 octobre 2014 dans le cadre d'un placement OFET, terminera son stage dans le courant de l'année 2015 (date encore inconnue).

9.3. Mesures de rattrapage de la saisie des procès-verbaux de sessions

Suite à une intervention de la commission de gestion du Grand Conseil, en novembre le bureau du Grand Conseil a pris plusieurs décisions visant à donner les moyens à son secrétariat de s'atteler efficacement au rattrapage des procès-verbaux de sessions, en souffrance à la suite des divers événements (mise en œuvre de la nouvelle OGC, de l'informatisation de la salle du Grand Conseil et du parlement sans papier, décès au sein du personnel du secrétariat général, changement de statut du secrétariat et déménagement dans de nouveaux locaux, etc.) qui ont entaché la capacité du secrétariat général d'assurer dans son entier la mission qui lui est dévolue.

M^{me} Alessandra Vitali, au bénéfice d'un poste de secrétaire parlementaire à 90%, a vu son taux d'activité monter à 100% à partir du 1^{er} décembre. Dès cette date, la dotation en personnel du secrétariat général est donc de 8,4 EPT. Les collaboratrices du secrétariat général en charge de la rédaction des procès-verbaux de session et de l'édition du Bulletin du Grand Conseil, ainsi que les "stagiaires-maturité", ont été chargés dès la fin de l'automne de saisir les procès-verbaux des sessions récentes, en débutant par celle de septembre 2014.

En ce qui concerne le rattrapage des anciens procès-verbaux – sessions de fin 2012 à juin 2014, non encore saisies –, une collaboratrice a été engagée par le biais d'un contrat de droit privé de durée limitée jusqu'à la fin du rattrapage, avec un taux d'activité de 60% pour un total estimé à 3000 heures effectives de travail, à effectuer entre fin 2014 et mai 2017 au plus tard. Il s'agit de M^{me} Anne-Sophie Jeannotat Grandola, dont le poste de travail est situé à son domicile, et qui a débuté son activité le 1^{er} décembre.

Neuchâtel, le 16 avril 2015

Au nom du bureau du Grand Conseil

Le président,
E. FLURY

La secrétaire générale,
J. PUG